

Désengagement de l'Etat auprès des éleveurs bretons : l'UGPVB dénonce un hold up.

Alors que le Président de la République avait annoncé un plan de 5 milliards d'euros pour l'agriculture française, les premières décisions se traduisent par un désengagement de l'Etat pour la modernisation des élevages bretons.

L'UGPVB demande au gouvernement et à tous les élus de la majorité gouvernementale de prendre la mesure de leur décision et de reconsidérer celle-ci.

L'Etat projette en effet de retirer 5,5 millions du Plan de Compétitivité et d'Adaptation des Exploitations Agricoles (PCAEA). Par effet boule de neige, cette décision entraînerait un retrait quasi équivalent au niveau européen, **portant à 11,5 millions d'euros, la perte totale d'aides aux investissements pour la modernisation des exploitations agricoles.**

Pour les Organisations de producteurs - porcs, œufs, bovins - réunies à l'UGPVB, l'Etat remet en cause un programme d'investissements défini collectivement par toutes les filières bretonnes avec l'aval des élus du Conseil Régional. Cela porte un coup à la dynamique des territoires et revient à remettre en cause la volonté et le besoin des éleveurs de gagner en compétitivité, de monter en gamme, d'assurer l'excellence sanitaire, d'améliorer les conditions de travail.

Si le gouvernement confirme cette décision, ce seront **plus de 400 dossiers d'éleveuses et d'éleveurs bretons qui seront condamnés par ce dispositif.** Pour tous les éleveurs, le plan de 5 milliards du Président Macron n'avait pas vocation à se réaliser au dépend d'autres programmes. L'UGPVB demande des chiffres clairs pour être certain que ce plan de 5 milliards ne sera pas au final un énième recyclage de fonds.